

**Ça se raconte Le conseil d'Alsace vu par ce farceur de Tomi Ungerer**



**Tomi n'a pas résisté au plaisir de montrer l'Alsace telle qu'il la voit.**  
Photo Dominique Gutekunst

Tomi Ungerer, l'artiste alsacien le plus connu dans le monde, cultive aussi l'art de ne pas se prendre au sérieux. Dans le cadre des manifestations liées à son 80<sup>e</sup> anniversaire, il a rencontré les journalistes, mardi dernier à l'Hôtel de Ville de Strasbourg. Il s'est exprimé sur de nombreux sujets... dont le conseil d'Alsace. « Cela fait longtemps qu'il devrait être fait », a-t-il affirmé, en reprochant à Napoléon d'avoir transformé les provinces en départements. Alors que « nous sommes une province ». « Wir sind eine Heimat ! » a-t-il lancé. Quant à l'affiche qui personnalisait le conseil unique, toujours malicieux, il n'a pas résisté au plaisir de montrer son Alsace des années 90. Pas sûr qu'elle inspire nos politiques ! Mais Tomi pourrait proposer une version moins provocante...

**Les félicitations de Fillon.** — Ce n'est pas passé inaperçu : le Premier ministre François Fillon a chaleureusement félicité Philippe Richert, en réunion du groupe UMP, pour son action en faveur de la mise en place du conseil d'Alsace. Et les parlementaires ont applaudi le ministre...

**Sordi défend Fessenheim.** — L'annonce de la fermeture de Fessenheim, prévue dans l'accord PS-écologistes, en cas de victoire de la gauche à l'élection présidentielle, n'a pas fini de faire parler. « Quel gâchis pour l'économie alsacienne ! » réagit le député de la circonscription, Michel Sordi (UMP), en assurant que « la centrale n'a rien à voir avec celle de 1977 quant au niveau des équipements qui ont été régulièrement renouvelés pour assurer sa sûreté ». « Dans le cadre des visites décennales, ce sont 2 400 personnes qui travaillent sur le site et des millions qui ont été investis », rappelle-t-il, en pointant un précédent. À savoir « la suppression, par Lionel Jospin en 1997, du canal Rhin-Rhône pour agréer à Dominique Voynet ».

**Les assurances d'Armand Jung.** — D'aucuns, parmi les salariés de la centrale (L'Alsace de jeudi), pensaient que François Hollande changerait encore d'avis. Le député PS de Strasbourg, Armand Jung, assure, au contraire, qu'« Hollande est bien décidé à fermer Fessenheim ». Pour preuve, il en a discuté, la semaine passée, avec Jean-Marc Ayrault, membre du premier cercle du candidat, à qui il a remis des documents montrant « les faiblesses » de la centrale alsacien-

ne. « Elle coûte trop cher, elle n'est pas assez rentable », assure Jung qui avait été le premier, le 4 mai 2004, à demander sa fermeture. « C'est une centrale nucléaire inutile et dangereuse », avait-il affirmé à l'Assemblée nationale. « À l'époque, mes camarades me regardaient avec de grands yeux », ajoute Jung, en déplorant « leur timidité », jusqu'à la catastrophe de Fukushima. Ce qui est moins vrai dans le Haut-Rhin où le sujet fait débat depuis les législatives.

**Trois circonscriptions pour les écologistes.** — L'accord PS-EE-LV prévoit aussi que trois circonscriptions seront réservées, en Alsace, pour des candidats d'Europe-Ecologie-Les Verts, deux dans le Bas-Rhin (la 5, celle de Sélestat, et Strasbourg 3 qui englobe le nord de l'agglomération) et une dans le Haut-Rhin, la 3<sup>e</sup> issue du nouveau découpage d'Altkirch/Saint-Louis. « Nous avons demandé la 4<sup>e</sup>, mais nous ne l'avons pas obtenue », regrette le secrétaire régional d'EE-LV, en laissant entendre que la future « circo » englobant les deux vallées de Thann et Masevaux, Cernay et Ensisheim a été réservée par le PS à Antoine Homé, maire de Wittenheim et porte-parole au conseil régional. Ce dernier ne souhaiterait pas se représenter contre Francis Hillmeyer. À entendre Fernique, rien n'empêcherait Jacques Muller, maire de Wattwiller, de se présenter dans la 4<sup>e</sup>. « Je me donne jusqu'à lundi soir pour réfléchir », indique l'ancien sénateur, en observant qu'« un parachutage d'Homé n'a aucun sens... » Quant à la 3<sup>e</sup>, tout dépendra de l'accord national entre EE-LV et le MEI d'Antoine Waechter. Auquel cas ce dernier serait susceptible de défendre les couleurs de la gauche dans le Sundgau...

**Déjeuner à part.** — Au conseil général du Haut-Rhin, les élus de la majorité ne déjeunent plus avec leurs collègues de l'opposition, à l'issue de leurs travaux, comme cela se fait dans les grandes collectivités. « Ils préfèrent s'enfermer dans la salle à manger du président Butner », déplore ces derniers, en jugeant « l'acte des plus discourtois ». Selon les socialistes, « cette discrimination gênerait même certains élus de la majorité... » Mais d'autres expliquent que cela permet au président de profiter du déjeuner pour glisser des informations à son groupe.